

ARRETE N°2018-DD28-TSOS-0003
portant modification de l'agrément n° 5
délivré à l'entreprise de transports sanitaires terrestres
SARL "AMBULANCE CHARTRAINE" Sise 18, rue du Grand
Séminaire - 28630 LE COUDRAY en ce qui concerne le changement
de gérance et la forme juridique de la société, devenue SAS

La Directrice générale de l'Agence Régionale de Santé Centre - Val de Loire

VU le code de la Santé publique et notamment les articles L6311-1 et suivants, R6311-1, R6312-6 et R6313-7 ;

VU le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret du 17 MARS 2016 portant nomination de Madame Anne BOUYGARD en qualité de Directrice générale de l'Agence Régionale de Santé Centre - Val de Loire ;

VU le décret n°2003-674 du 23 juillet 2003 relatif à l'organisation de la garde départementale assurant la permanence du transport sanitaire ;

VU la décision N° 2016-DG-DS28-0001 du 04 avril 2016 portant délégation de signature à Monsieur Denis GELEZ, délégué départemental de l'Agence Régionale de Santé Centre – Val de Loire pour le département d'Eure-et-Loir, et, en cas d'absence ou d'empêchement, à Madame Nathalie LURSON, inspectrice de classe exceptionnelle et responsable du pôle offre sanitaire et médico-sociale,

VU l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectées aux transports sanitaires ;

VU l'arrêté du 26 janvier 2006 modifié relatif aux conditions de formation de l'auxiliaire ambulancier et au diplôme d'ambulancier ;

VU l'arrêté ministériel du 23 juillet 2003 fixant les périodes de la garde départementale assurant la permanence du transport sanitaire ;

VU l'arrêté ministériel du 7 juillet 2000 modifiant l'arrêté du 21 décembre 1987 cité ci-dessous ;

VU l'arrêté ministériel du 23 septembre 1988 modifiant l'arrêté du 21 décembre 1987 cité ci-dessous ;

VU l'arrêté ministériel du 21 décembre 1987 modifié relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

VU l'arrêté préfectoral n° 692 du 3 mai 1996 fixant la liste des entreprises de transports sanitaires ayant bénéficié pour leurs véhicules d'autorisation de mise en service de plein droit,

CONSIDERANT le procès-verbal de la délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés de la SARL « Ambulance Chartraine » en date du 17 juillet 2017 décidant la transformation de la SARL en société par actions simplifiée (SAS),

CONSIDERANT l'ordre de mouvement en date du 09 août 2017 attestant que la société DOM-N-AEL, gérée par Monsieur Dominique LE DISEZ et gérante et associée unique de la SAS "AMBULANCE CHARTRAINE", a cédé à la SAS « LUDINVEST » les 5000 parts sociales constituant la totalité du capital de la SAS "AMBULANCE CHARTRAINE",

CONSIDERANT le dossier de demande de transfert de l'agrément de la SAS "AMBULANCE CHARTRAINE" à la société « LUDINVEST » représentée par Monsieur Ludovic PARESYS, déclaré complet le 23 janvier 2018,

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est pris acte de la transformation de la SARL "AMBULANCE CHARTRAINE" en société par actions simplifiée à compter du 17 juillet 2017.

ARTICLE 2 : La SAS « LUDINVEST », dont le siège social de situe ZAC de l'Épinette, 249 rue de l'Industrie - 59113 SECLIN et représentée par Monsieur Ludovic PARESYS, son président, est autorisée à compter du 23 janvier 2018 à exploiter :

- 2 ambulances de catégorie A, type B ;
- 9 ambulances de catégorie C, type A ;
- 5 Véhicules Sanitaires Légers ;

dont l'immatriculation est précisée sur l'attestation relative aux véhicules jointe en annexe au présent arrêté.

ARTICLE 3 : Les autorisations de mise en service de véhicules sanitaires étant délivrées dans un département dans le cadre d'une offre contingentée au niveau départemental, elles ne peuvent être utilisées pour la satisfaction exclusive des besoins d'autres départements.

ARTICLE 4 : Tout transport sanitaire doit être assuré dans le respect des règles énoncées par le code de la santé publique.

ARTICLE 5 : L'entreprise titulaire de l'agrément est tenue de participer au tour de garde départemental et de se conformer aux dispositions du cahier des charges départemental en vigueur en la matière.

ARTICLE 6 : L'exploitant est tenu de soumettre les véhicules à un organisme agréé par le ministère des transports en charge du contrôle technique, de répondre à un contrôle convenu ou inopiné de l'Agence régionale de Santé Centre-Val de Loire et, de veiller à la propreté et à la désinfection des matériels et équipements de la cellule sanitaire, notamment après le transport d'un malade contagieux. (Conformément à l'annexe 5-III de l'arrêté du 10 février 2009)

ARTICLE 7 : L'exploitant est tenu de déclarer sans délai à l'Agence régionale de Santé Centre-Val de Loire toute modification apportée aux éléments constitutifs du dossier d'agrément, notamment, toute mise en service de véhicule nouveau, toute mise hors service ou cession à terme ou définitive de véhicule, les modifications concernant les personnels (embauche, cessation d'emploi, diplômes obtenus, contrats de travail ...)

ARTICLE 8 : Le non-respect, par la société de transports sanitaires, d'une ou plusieurs des dispositions précédemment énoncées sera sanctionné conformément aux dispositions des articles R6312-5 et R6314-2 à R6314-5 du code de la santé publique.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté pourra faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de la date de réception :

- soit d'un recours gracieux auprès de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Centre - Val de Loire – Cité Coligny – 131, rue du faubourg Bannier – BP 74409 – 45044 Orléans CEDEX 1 ;
- soit d'un recours contentieux selon toutes voies de procédure devant le Tribunal Administratif d'Orléans - 28 rue de la Bretonnerie – 45057 Orléans CEDEX 1.

ARTICLE 10 : La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Centre - Val de Loire et le délégué départemental d'Eure-et-Loir sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est adressée à :

- Madame la directrice du SAMU d'Eure-et-Loir
- Monsieur le président de l'ATSU 28
- Monsieur le président du Tribunal de Commerce de Chartres (Greffé)
- Madame la directrice de la CPAM d'Eure-et-Loir
- Monsieur le directeur de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole d'Eure-et-Loir
- Monsieur Ludovic PARESYS, président de la SAS LUDINVEST

Fait à Chartres, le 02 février 2018

Pour la Directrice générale de l'Agence
Régionale de Santé Centre - Val de Loire
Le délégué départemental d'Eure-et-Loir

Denis GELEZ



